

# Méthodes syndicales : «C'est de la dictature!»

● **Martial DUMONT**

Isabelle (prénom d'emprunt) travaille dans une administration communale. Elle n'est pas syndiquée. Elle reconnaît le droit de grève. Mais, elle veut bosser. Et surtout : elle ne supporte pas certaines méthodes syndicales qu'elle assimile à de la dictature. Comme ce courriel issu d'un délégué de la CGSP qui s'adresse aux «grincheux» non grévistes. Il leur demande en substance, au travers un formulaire adressé à leur patron, de dire qu'ils renoncent aux avancées sociales qui pourraient découler de l'action syndicale.

Extrait : *«Je considère que l'action syndicale est devenue inutile et ne sert strictement à rien. Partant de ce fait, il me semble cohérent de vouloir déroger, à titre individuel, aux futurs accords sociaux. Par conséquent je demande que, dorénavant, il ne me soit plus appliqué, les avancées sociales et pécuniaires obtenues par les organisations syndicales».*

En clair : choisissez votre camp, vous profiterez aussi, donc, soyez des nôtres.

*«C'est vrai, je le reconnais. S'il n'y a pas de saut d'index, j'en profiterai aussi»* dit Isabelle. *«Mais pour le reste j'estime qu'il faut faire des efforts. Et je refuse qu'on m'empêche de travailler. Des avancées sociales ? Oui, mais qu'est-ce que ces grè-*

*ves vont coûter à notre économie ? C'est toujours la même chose avec les syndicats : ils disent qu'ils agissent pour les gens et au final, ce sont les gens qui payent l'addition ! S'ils veulent faire bouger les choses, qu'ils arrêtent de bloquer tout le monde, qu'ils enferment les parlementaires à la Chambre en attendant d'obtenir ce qu'ils veulent !»*

## Du second degré

Du côté de la CGSP, on ne nie pas ce courriel mais on l'explique.

*«C'est un courrier au second degré qui a été envoyé à nos affiliés»* précise Christian Schammo, permanent syndical. *«Le but était de donner des arguments aux gens qui seront dans les piquets pour dire aux gens qu'il faut être cohérent, si on refuse le combat syndical, on doit aussi refuser les avancées sociales obtenues grâce à ce combat».*

Mais le syndicaliste refuse, lui, qu'on dise que les syndicats montent les gens les uns contre les autres.

*«L'argument de la cohérence est valable dans une conversation intelligente et raisonnée. Nous ne montons pas les gens les uns contre les autres. Notre intention n'est pas de faire deux camps. Ce sont les mesures gouvernementales qui font ça. Nous ne disons pas "ceux qui ne sont pas pour nous sont contre nous"»* conclut Christian Schammo. ■ **M. Dum.**